



NOVEMBRE 2020



**SERIE DE
PUBLICATIONS
APPROXIMATIVEMENT
MENSUELLE**



SPAM #4

Citoyenneté & pouvoir d'agir



www.campusdessoridarites.eu





#EDITO Citoyenneté et Pouvoir d'agir

De l'injonction à la mise en œuvre

Il y a presque 20 ans, avec l'entrée en vigueur de la loi 2002-2, les structures sociales et médicosociales se sont vu poser comme injonction celle de « mettre les usagers au cœur de leur dispositif ».

Pour ce faire, un panel d'outils a dû être déployé dans chacune d'entre elles : Conseil de Vie Sociale, projet individualisé, livret d'accueil... Mais plus que ces outils rendus obligatoires, c'est toute une organisation qui a dû se repenser, des pratiques qui ont été bousculées, des postures, interrogées. Car « faire avec » ne se décrète pas. Et si l'on veut dépasser la simple injonction et y donner un sens, il faut du temps. Du temps pour laisser le choix aux personnes, du temps pour comprendre et prendre en compte leurs besoins mais aussi leurs avis, quelles que soient leurs limitations.

Le travail social y était-il d'ailleurs préparé ?

S'appuyer sur l'histoire pour donner du sens

Le sens de ce mouvement de participation des usagers est à rechercher dans une histoire plus longue, et riche d'enseignements, celle des prémices de l'éducation populaire, dès le XVIIIème siècle, quand est déjà prônée l'éducation de tous par tous.

Les mouvements qui en découlent depuis, nous invitent tous, de diverses manières, à prendre en main nos valeurs, nos projets, nos actions et les mettre à disposition du plus grand nombre dans un souci d'élaboration collective et de co-éducation. Ces chantiers n'ont pas attendus la contrainte pour apprendre à faire avec, pour et par les individus, et à développer en cela leur pouvoir d'agir et leur place dans la cité.

C'est cet héritage que l'on peut lire aussi dans les mouvements plus récents qui se développent et suscitent l'engouement : le DIY ou Do It Yourself pour fais-le-toi-même, les Tiers-Lieux qui viennent embrasser des espaces qui ne sont occupés ni par le travail, ni par la famille, etc. Ces nouvelles expérimentations sont autant d'invitations à repenser notre rapport à la société et aux autres.

Les solidarités repensées

La question des Solidarités, longtemps vue comme l'apanage du travail social, heureusement la transcende. Des start-ups, des collectifs de citoyens, des individus isolés, des collectivités ou encore des établissements médicosociaux deviennent précurseurs dans l'innovation sociale en tentant de trouver des solutions pour répondre à des besoins peu ou non couverts.

Le propos n'est pas ici d'opposer deux mondes, mais plutôt de souligner notre intérêt commun à nous nourrir de l'expérience des un.e.s et des autres.

Vers la place de chacun.e dans un collectif

Pour pouvoir ou vouloir agir sur son quotidien ou sur son propre devenir, il faut croiser la route d'institutions, structures ou personnes qui permettent cette « prise de pouvoir ». Nous vous proposons ici de découvrir des femmes et des hommes, des organisations de travail ou des projets qui ont placé la question de « l'empreinte de chacun.e dans un projet collectif » au centre de leur préoccupation, quitte à perdre un peu de pouvoir... mais pas celui d'agir !



NOUS CONTACTER ?

lecampus@askoria.eu

DECOUVRIR TOUTE LA PROGRAMMATION ?

www.campusdessoridairites.eu

#SOMMAIRE

Solidress : une marque associative de vêtements solidaires - [page 3](#)

Quartier Solidaires : étude participative pour faire émerger l'entrepreneuriat collectif - [page 6](#)

Ville simplement et son projet pour et par les jeunes d'un quartier prioritaire de la ville - [page 10](#)

Laure-Anna Galeandro Diamant, étudiante en formation d'éducatrice spécialisée et présidente de l'association Bulles Solidaires - [page 14](#)

Armelle Billard, conseillère départementale déléguée à l'égalité femmes-hommes au Département d'Ille-et-Vilaine - [page 16](#)

Charles Frédouët

Fondateur & président de

SOLIDRESS

INTERVIEW

Charles Frédouët est co-fondateur et président de l'association Solidress qui souhaite développer une marque de vêtements éthiques et responsables. Initialement prévu fin 2019, le projet a pris un peu de retard et a été rattrapé par le confinement puis par la crise sanitaire... La ligne de vêtements sera donc lancée par le biais d'une campagne de crowdfunding et de pré-commandes à la fin de l'année 2020.

Entretien avec une structure qui a essayé de penser son projet dans un cercle vertueux de production et de redistribution.

Pouvez-vous décrire votre projet en quelques mots ?

Solidress souhaite lancer une marque associative de vêtements éthiques et solidaires.

Ethiques dans le choix des matières, dans le processus de fabrication et solidaires parce que les bénéfices sont reversés à des associations partenaires.

A ce jour, nous avons 4 associations partenaires, dont deux que j'ai rencontrées lors du Salon des Expérimentations et Innovations Solidaires en 2019 : [Amnesty International](#), [l'ONG Défi](#), [SOS Handicap](#) et [Haroz](#).

Pouvez-vous m'en dire plus sur le côté éthique de la démarche ?

En termes de confection : nous travaillons avec [l'atelier Mode Estim](#) qui est un chantier d'insertion par la couture en Seine St Denis. Ce chantier permet à des adultes éloignés de l'emploi ou en situation de handicap de retrouver un rythme, et de se réinsérer professionnellement via le domaine de la couture.

Il nous semblait indispensable que la dynamique éthique ne reste pas uniquement centrée sur l'origine des matières utilisées, mais qu'elle traverse toute notre démarche. Nous souhaitons d'abord que la confection

soit réalisée en Bretagne mais les ateliers qui existent dans le secteur produisent de la très haute qualité, donc à prix très élevés et cela nous aurait contraints à ne pouvoir vendre que des habits à

une clientèle très aisée. Or nous cherchons un équilibre permettant à la fois de pratiquer des prix raisonnables, pour un produit de qualité qui peut servir au plus grand nombre. Par contre, les prototypes de nos vêtements sont réalisés par une modéliste Rennaise, présente depuis le début de l'aventure.

En termes de matière : nous avons fait le choix de faire nos vêtements avec du coton bio, labellisé GOTS qui est un label qui certifie à la fois la protection de l'environnement et les conditions de travail des salariés qui le produisent. Ce coton est produit en Turquie, et plus tard nous en ferons venir de Grèce pour gagner encore en empreinte carbone.

Pourquoi choisir du coton que nous ne produisons pas en France, plutôt que du chanvre ou du lin ?

Effectivement, nous nous sommes dans un premier temps rapprochés des filières lin et chanvre qui existent en Bretagne ou en Normandie mais le souci est que ces productions artisanales n'auraient pas été en mesure de

produire en grande quantité et nous aurions eu des soucis pour répondre aux commandes des clients. Cela reste cependant pour nous une piste d'évolution possible.

D'où vous est venue l'idée de ce projet ?

Initialement, déjà adolescent je souhaitais créer ma propre marque de vêtements. Je ne saurais trop vous expliquer pourquoi, une lubie de jeune sans doute... Et puis je n'y ai plus pensé pendant longtemps.

Il y a quelques années, j'ai constaté les dérives de l'industrie textile : à la fois une aberration écologique (utilisation de produits toxiques, empreinte carbone, gaspillage de l'eau,...) et humaine (conditions de travail indignes,...) Cela a vraiment été le déclic, pour ma femme et moi. Nous ne sommes pas du tout dans le champ de l'industrie textile mais nous avons eu envie de pouvoir participer à des réponses alternatives.

Vous avez choisi le modèle associatif alors que l'essentiel de votre activité porte sur une activité marchande, pouvez-vous nous expliquer pourquoi ?

En fait c'est sans doute parce que nous ne savions pas au départ l'envergure qu'allait prendre le projet, le modèle économique que nous allions trouver, c'était donc aussi une solution de facilité. Nous avons aussi choisi ce modèle car il nous paraissait plus lisible pour les gens : le principe associatif pose clairement l'idée d'une démarche non lucrative... les gens ne sont pas encore habitués aux autres modèles de l'économie sociale et solidaire. Nous irons peut être un jour

vers un autre format mais ce n'est pas tout de suite d'actualité.

Que pouvez-vous nous dire de votre politique tarifaire ? On voit beaucoup de structures proposer des habits éthiques à des prix exorbitants d'emblée toute une frange de la population. Où vous situez-vous ?

C'est vrai que c'est compliqué, il faut réussir à trouver un équilibre entre la qualité du produit, le prix et l'éthique. En plus, comme nos bénéfices sont reversés à des associations partenaires, il nous faut réussir à dégager une marge qui permette de réels financements. Nous sommes partis du

principe que nous souhaitions reverser au minimum 5 euros par vente aux associations afin de ne pas nous contraindre à être dans une production d'un volume trop important mais que cela puisse quand même avoir un impact sur le financement des associations.

On s'adresse, c'est vrai, prioritairement à des gens qui sont des « consom'acteurs », qui ont déjà cette sensibilité qui fait qu'ils acceptent de payer un peu plus pour un produit éco-responsable. Mais notre enjeu est aussi de participer à la démocratisation des pratiques donc le prix reste un élément décisif. Aujourd'hui, nous sommes partis sur des T-Shirts vendus à 29,99 euros maxi et des sweats à 59,99 euros maxi.

Au sujet des « consom'acteurs », pouvez-vous nous dire en quoi la consommation participe au fait de construire sa citoyenneté ?

Chacun de nos actes au quotidien, notamment nos achats, peuvent nous permettre de mettre du sens à notre citoyenneté. Beaucoup commencent à se rendre compte que leur consommation débridée a une incidence sur notre qualité de vie.

Nous voulons pouvoir participer à la sensibilisation sur ces objets. A terme, nous souhaitons pouvoir développer des actions auprès du grand public et notamment des jeunes sur les pratiques de consommation. Nous voulons aussi travailler avec des personnes en situation de handicap pour leur permettre de porter des vêtements adaptés à leur morphologie sans que cela ne leur coûte trop cher. Et nous sommes aussi proches de certains réseaux à l'international, dont certains détiennent des savoir-faire très anciens dans le textile ; savoir-faire que nous souhaitons aussi promouvoir.

« On s'adresse, c'est vrai, prioritairement à des gens qui sont des « consom'acteurs » qui ont déjà cette sensibilité »

Vous vous placez dans un marché, celui de la mode, qui va très vite... comment allez-vous pouvoir vous adapter ?

En fait on s'inscrit plutôt dans

le mouvement de la Slow Fashion... nous n'avons pas l'ambition ni le souhait de développer des collections tous les trois mois qui inciteraient les gens à changer d'habits trop souvent et qui du coup produiraient le contraire de ce que l'on véhicule comme valeurs ! Nous ne souhaitons pas entraîner notre association dans une fuite en avant qui nous dépasserait.

Et la Slow Fashion c'est aussi accepter le fait que nous allons fonctionner à flux tendus et réduire au maximum nos stocks... à nous de faire comprendre aux gens qu'il y aura du délai entre la commande et la livraison... ça fait partie de la

démarche. Nous fonctionnerons donc aussi sur la base de pré-commande, ce qui nous évitera d'avoir à gérer des trous dans notre trésorerie.

Nous allons donc produire, dans un premier temps peu de modèles et plutôt les faire évoluer en fonction du retour de nos clients et des compétences de nos bénévoles. Nous avons la chance d'avoir été rejoints par un étudiant en stylisme et cela nous ouvre d'autres perspectives dans nos prototypes.

Vous parlez de gestion de trésorerie, pouvez vous m'en dire plus sur votre modèle économique ? Avez-vous des soutiens financiers ?

Nous n'avons pas encore de subventions ou de dotations conséquentes. En fait, pour le moment, seule la Ville de Rennes nous soutient financièrement.

Le problème, avec notre statut associatif ayant une activité économique, c'est aussi qu'il est difficile de trouver des mécènes. Le mécénat pouvant alors passer pour du soutien à de la concurrence déloyale. Il pourrait éventuellement être axé sur nos actions de sensibilisation mais là encore, la frontière peut être ténue...

C'est aussi pour ça qu'il faudra peut-être qu'on envisage un changement de statut dans l'avenir.

Auriez-vous des conseils à donner à quelqu'un qui aurait aussi un rêve d'adolescent.e à concrétiser ?

Le conseil principal que je donnerai, c'est celui de s'entourer de personnes ressources avec des compétences variées. Parler de son projet à un maximum de personnes permet de sortir de nos modes de pensées forcément cloisonnés et aide à avancer. C'est en tout cas comme ça que ça s'est passé pour moi.

Et dans 5 ans, où voyez-vous Solidress ?

Idéalement j'aimerais une stabilité dans le projet. J'aimerais que Solidress soit une marque identifiée dans la Slow Fashion et que nous soyons un acteur à part entière dans ce mouvement, malgré notre statut particulier d'association. J'aimerais que nous soyons en lien avec des groupements d'entreprises responsables et que nous puissions avoir un ancrage local encore plus fort qu'actuellement.

**Propos recueillis le 25 septembre 2020
par le Campus des solidarités**



Et les associations soutenues par le projet :



GWENDAL EVENOU

Responsable du TAG 29 & coordinateur de

Quartiers Solidaires



Pourquoi un projet de solidarité sur les quartiers de Brest?

Le projet part d'un constat. A l'échelle de mon expérience il y a 10 ans, de travail sur le micro-crédit dans les quartiers, c'est le constat de la multitude de compétences et de talents qui ne sont pas mis en valeur. Le constat que cela n'a pas évolué et que manque sans doute un catalyseur quelque part.

Le projet Quartiers Solidaires, c'est aussi le constat d'un manque entre le social et l'économique. Soit les acteurs sont beaucoup dans le social, soit totalement dans l'économique. Mais du coup sur des territoires comme les quartiers, ça ne répond jamais aux besoins et au contexte des personnes qui y vivent.

Enfin le projet vient aussi d'une observation sociologique importante : il y a beaucoup d'individualisme dans les quartiers dès qu'on parle de création d'entreprises... ce qui ne va pas forcément avec l'esprit collectif qu'on y retrouve par ailleurs. D'après les premiers entretiens menés, je me suis rendu compte que les habitants des quartiers en question sont abreuvés de cet esprit « success story » de création en solo. Pourtant, derrière ce fantasme, les porteurs de projets ont en fait une portée et une vocation sociale dans leurs projets, sans savoir toujours les définir. Ils ne pensent pas collectif parce que cela n'a jamais été valorisé. Mais l'idée est de leur ouvrir les possibles sur cet aspect. Donc la question de base, c'était « comment on fait projetS communS » avec des S, pour renforcer le pouvoir d'agir et la confiance collective.

Une fois ces constats sur les territoires, quel a été à un moment donné, le déclencheur de ce projet ?

Pour l'anecdote, tout est parti d'une réunion à Brest Métropole sur les projets d'innovation sociale sur les quartiers. Nous étions invités parmi pleins d'acteurs de l'ESS (économie sociale et solidaire). Nous avons été frappés de la manière dont avait été prise la problématique par un cabinet de consultants : il fallait - d'après eux - développer des Fablabs sur les quartiers, sans se demander au passage si ça voulait dire quelque chose pour les habitants. Il fallait réaliser une enquête, à savoir déposer dans les boîtes aux lettres des questions à choix multiple de type : « Si je vou-

lais monter une entreprise ce serait :
réponse A : un atelier de coworking
culinaire /réponse B : un fablab /
réponse C : un tiers-lieu ... »

Alors je me suis dit que si dans l'ESS, on n'était pas capables d'avoir les pieds sur terre concernant les réalités des quartiers... ça risquait d'être compliqué d'y travailler...

C'est une dérive que l'on observe souvent, de croire qu'il suffit de poser les concepts d'innovation sociale et

« C'est une dérive que l'on croise souvent, de croire qu'il suffit de poser des concepts d'innovation sociale et d'ESS pour que ça prenne partout »

et d'ESS pour que ça prenne partout. Et qu'il suffit ensuite de se dire que si les habitants n'ont pas répondu à l'enquête dans leur boîte aux lettres, c'est que cela ne les intéresse pas. Or parfois, c'est surtout

que l'enquête tape à côté. Se jouent aussi des biais psychologiques : les personnes se disent que ce qui est proposé n'est pas pour eux.

Pourtant, développer des projets ESS sur les quartiers était très intéressant comme objectif. Je me suis adressé au Développement Social Urbain à Brest métropole, un service compétent et ouvert à toutes les innovations sur les quartiers... et leur ai proposé une autre méthode. C'est ainsi que la démarche Quartiers Solidaires a été validée, puis financée via le contrat de ville...

Votre rencontre avec les habitants des quartiers a-t-elle confirmé ce décalage que vous pressentiez ?

Pour donner un exemple, Pontanezen est un quartier chaud de Brest, qui était entouré de tours. Pour ouvrir le quartier, on a cassé

ces tours. Or c'était les tours où il y avait les commerces.

Les premiers résultats des enquêtes parlent beaucoup de ça, même chez des jeunes de 25 ans, qui ont la nostalgie de ces commerces et se souviennent de quand ils allaient à l'épicerie du coin et comment ça faisait société. Aujourd'hui il n'y a aucun lieu à part le centre social où ils peuvent se retrouver. Et le centre social, tu y vas principalement pour une activité... il n'y a pas ce côté « marché du coin » où tu rencontres les gens spontanément.

Voilà, c'est ce dont je parlais tout à l'heure: il manque parfois du lien entre des politiques sociale et économique.

Quelle est la finalité de cette exigence de participation concrète ?

Il fallait faire de la vraie participation. C'est l'unique socle possible pour répondre aux besoins.

Quand on en parle aujourd'hui on est tout de suite écouté, et ce n'était pas le cas il y a 10 ans. Je vois par contre un grand danger à ce qu'on entend de la démocratie participative, notamment lors des élections municipales. Ça s'apparente souvent juste à de la consultation qui ne va pas plus loin.

Sur les 120 à 130 personnes rencontrées et interrogées sur un des quartiers, Recouvrance, nous sommes allés au bistrot ou au Super U du coin, à l'arrêt de tram. C'était l'occasion de mobiliser pour la suite aussi et de dire : « là il y a une réunion à venir, et toi tu parles de ça et ça et ce serait intéressant que tu viennes en débattre ».

Je ne vais pas dire que 120 sont venues aux réunions ensuite. Cela prend du temps pour mobiliser réellement. Mais pour autant on a observé une plus grande mixité sociale là où il y avait une tendance à la « boboïsation », D'autres gens se sont déplacés à la réunion publique, et ça fait plaisir.

Quels sont alors les garde-fous pour ne pas rester dans une participation superficielle, ponctuelle?

Les entretiens menés déjà :

- des entretiens semi-directif voir pas directifs du tout.
- 3-4 questions ouvertes, très simples.
- donc l'entretien peut durer de 1 min à 1h. Ce qui était super, et chronophage parfois.

Donc c'est déjà ne pas enfermer les gens dans une question ou une autre.

C'est aussi rester soi-même ouvert ! Beaucoup nous ont fait des réponses sur la sécurité par exemple... ça nous a permis d'avoir des débats intéressants là-dessus, mais on ne pouvait pas répondre à leurs attentes, sinon s'en faire le relai aux pouvoirs publics.

Il a fallu faire preuve d'arguments aussi face aux désillusions de certains qui ne souhaitent pas participer : « on a déjà assez été baladés... » Et moi je répondais : vous avez une structure qui peut faire le lien avec les pouvoirs publics, donc c'est vraiment le moment de pouvoir réfléchir ensemble et essayer d'agir sur le quartier.

Pour une telle ambition de participation des habitants, quels ont été les appuis nécessaires?

J'ai pu trouver des partenaires sur les quartiers, notamment à Recouvrance où le collectif de Coucou Recou a mobilisé des bénévoles qui sont venus faire des enquêtes même quand je n'étais pas là.

Pour le reste j'ai été souvent seul à mener des enquêtes, et ça n'a pas toujours été facile suivant le contexte du quartier. Le directeur du centre social à Pontanezen m'avait averti que des étudiants en action sociale avaient fait des enquêtes et que ça avait failli finir en drame, tellement ils ont été pris pour des « suppôts de flics ». C'est un quartier tellement recroquevillé sur lui-même qu'il y a une réelle méfiance pour de telles démarches.

J'ai donc plutôt profité des fêtes de quartier pour rencontrer les personnes et ça a été beaucoup plus facile.

Les structures locales ont beaucoup d'expérience et sont force de proposition (...) Mais il n'y avait plus cette liberté de se dire : « On laisse des espaces libres pour l'auto-organisation des habitants ». Alors l'idée était de tenter de les remettre en place.

A l'inverse, comment ne pas faire à la place des acteurs déjà présents et qui travaillent au quotidien aux besoins des habitants?

On est dans un contexte où les structures locales ont beaucoup d'expérience, et vont être force de proposition. Mais de fait et parce que c'est leur organisation et qu'ils ont des problèmes budgétaires aussi... il n'y avait plus cette liberté là de se dire : « on laisse des espaces libres pour l'auto-organisation pour les habitants ». Et l'idée était de tenter de les remettre en place. Et c'est ça qu'on ne fait pas seul. Dans la démarche, les centres sociaux ont été des partenaires indispensables.

On s'est beaucoup appuyé sur le centre social à Pontanezen. Et il y a eu ICEO qui est une structure originale d'un ensemblier d'insertion (SATO), qui travaillait historiquement sur le développement du pouvoir d'agir en collectif sur la question de l'emploi.

Quartiers SolidaireS s'est appuyé sur cette dynamique créée par ICEO, pour travailler l'émancipation : des ateliers pour organiser la solidarité entre eux, des cafés-rencontre où ils vont inviter eux-mêmes des entreprises, échanger avec des demandeurs d'emploi sur le quartier. Nous avons donc juste poursuivi leur travail là-dessus notamment à travers les réunions créatives avec ICEO. Et les habitants ont répondu présents.



Rencontrer les gens, les réunir parfois... mais comment faire en sorte de mobiliser durablement?

Pour que les personnes s'investissent sur la durée, je suis tenté de dire à nouveau qu'on doit mettre en place rapidement des modes d'action, et que des résultats soient visibles.

Et surtout creuser :
(...) ce n'est pas le tout qu'ils disent ce qu'ils ont sur le cœur, mais après il faut qu'on aille les titiller, les chercher, les provoquer gentiment et avec humour :
« ok, mais maintenant on fait quoi ? ».

Si on doit d'abord passer 3 fois 5 heures en réunion, là on va retrouver les mêmes gens, déjà sensibilisés par ailleurs. Il ne faut pas abuser des réunions mais en profiter pour vraiment capter les participations diverses et voir ce qu'on peut déjà en faire. Et réussir ainsi à impliquer les personnes d'une façon ou d'une autre en fonction de ce qu'ils ont dit.

La « mise à l'écoute du territoire » a duré environ 8 mois : suffisant ou trop peu?

Ce n'est pas facile car il faut que ça aille vite sur nos projets: nous avons des impératifs de résultats, souvent annuels, à court terme. Or sur ce type de projet, il faut par essence beaucoup de temps. Il faut avoir les

moyens humains pour continuer à développer l'animation de territoire sur plusieurs années en fait. Pour que ça continue à alimenter les projets en cours. Il faudrait plusieurs années et des moyens.

Après, il y a eu des supers pépites, des moments où des gens viennent à des réunions alors qu'on s'y attendait pas. Ce sont des vraies réussites, les gens ont pris confiance en eux et pensent pouvoir agir sur le quartier.

Outre ces appuis, quelles ont été les ressources théoriques ou méthodologiques de la démarche?

Je me suis beaucoup basé sur le travail fait par Saul Alinsky sur le *community organizing*, qui incite à se dire qu'il y a des possibilités



de répondre nous-mêmes à nos besoins. A être « malpoli » et poser les choses vis-à-vis des pouvoirs publics. Et notre structure a été justement un intermédiaire : j'allais à la mairie dire ce qui n'allait pas. Même si ça ne faisait pas plaisir.

Sur le plan de l'animation collective, les outils de l'éducation populaire vous ont-ils servi ?

J'ai choisi déjà de proposer un côté décalé, parce qu'il n'est pas interdit de rire quand on veut travailler avec des gens.

Mais j'ai eu une vigilance dans les outils d'éducation populaire. Il y a un peu de tout mais je me suis rendu compte que certains sont très stigmatisants. Ils sont devenus une habitude pour nous, pour ceux qui travaillent dans nos cercles à nous. Ils ne sont pas adaptés à des publics de quartiers qui n'ont déjà, au départ, pas cette habitude de se retrouver en réunion. Un forum ouvert ou le classique des post-it : plus du tout adapté. Comme les jeux brise-glace. Sur la question du toucher par exemple, tu te rends compte soudainement que la pertinence de l'outil dépend de l'origine de la personne.

J'ai donc utilisé peu d'outils pour être plus sur le dialogue :

- faire en sorte que tout le monde puisse s'exprimer
- qu'il y ait une bonne répartition de la parole.
- et surtout aller creuser.

C'est ça aussi Saul Alinsky : ce n'est pas le tout qu'ils disent ce qu'ils ont sur le cœur, mais après

il faut qu'on aille les titiller, les chercher, les provoquer gentiment et avec humour : « ok, mais maintenant on fait quoi ? ».

Il a fallu faire table rase des outils qui pour nous sont confortables, dans des cadres et avec des gens rompus à ça, qui se font plaisir aussi. Là on ne connaît pas trop le public et ça demande d'être attentif et de se mettre en danger sur ses pratiques.

L'expérience Quartiers Solidaires, qu'en tirez-vous professionnellement? Et plus collectivement au TAG 29?

Ça a été un perpétuel test d'humilité. On a fait des choses et on s'est trompé et ce n'est pas grave.

La posture n'est jamais celle de l'expert. Un collègue parle du « hibou éponge » : avoir des grands yeux et être tout ouïe pour bien comprendre ce qui se joue.

Après on peut amener des exemples qui peuvent inspirer ou nourrir la réflexion et là je suis à nouveau dans mon rôle d'expert. Mais c'est tout. Moi j'ai ce parti pris de faire partie du groupe. Je l'anime mais je n'ai pas toutes les solutions. J'ai dit beaucoup « je ne sais pas ».

J'ai aussi pu être identifié à TAG

29 comme un acteur qui peut travailler sur les quartiers, et qui peut accompagner des porteurs de projet de quartier. Nous avons aussi un incubateur de projets à TAG 29 dont une personne du quartier fait partie. C'est un super symbole et c'est la première fois dans l'histoire des incubateurs TAG en Bretagne, qu'une porteuse de projet est issue des quartiers politique de la ville.

...Et dans 5 ans?

Je vois bien la concrétisation des 3 ou 4 projets : il y aurait une conciergerie à Pontanezen avec un lieu ouvert pour les habitants qui favorise la solidarité. Il y aurait un tiers lieu sur Recouvrance qui permet d'expérimenter des activités et être dans l'auto-organisation. Un collectif s'est créé pour accompagner les porteurs de projets. Et Tiki Odanvi, incubée actuellement au TAG, aurait développé un espace pour les femmes auto-entrepreneuses sur le quartier.

Mais je suis toujours méfiant envers les vitrines. Il faut que derrière il y ait de réelles activités sur les quartiers et que des acteurs s'en emparent vraiment, notamment à Pontanezen.

Que ce soient des lieux qui ouvrent les possibles et rendent accessible la question du faire collectif.

**Propos recueillis le 18 sept.2020
par le Campus des solidarités**

OUMAR 18 ans. Guetteur d'injustices

TEMOIGNAGE

La rencontre...



J'ai rencontré Ville Simplement il y a 2 ans, quand j'étais encore dans une classe de la dernière chance pour les décrocheurs scolaires. Ils m'ont proposé de venir faire un stage avec eux, durant 2 semaines... et finalement j'ai poursuivi avec du bénévolat, en aide aux devoirs par exemple. J'ai même travaillé en CDD avec eux, pour participer à l'organisation de loisirs d'été pour les jeunes.

Je crois que j'étais déscolarisé et perdu... J'étais vraiment perdu dans ma tête.

Grâce à cette expérience, j'ai trouvé ce que j'aime : l'animation.

J'avais un peu participé à l'animation auprès d'autres jeunes, avec le Jeu de l'oie qui a été créé par l'association pour sensibiliser et échanger autour de la question des inégalités.

Du coup je suis cette année en « Bacpro animation » où on fait plutôt des activités auprès de la petite enfance ou des personnes âgées. Mais mon objectif à moi plus tard serait de travailler plutôt avec les jeunes en difficulté.

...qui dure depuis 2 ans

Sur les #inégalités

Les inégalités ce sont des choses banales, tellement banales qu'on ne sait même pas qu'on les vit.

Pour moi c'était grandir avec l'idée en tête que je n'allais pas y arriver. Ça ce sont les inégalités, le fait que les jeunes s'empêchent de faire les choses.

Quand on reconnaît une inégalité, c'est facile de faire quelque chose et d'agir. Mais le plus difficile c'est les inégalités invisibles. Tant qu'on ne les a pas comprises, on ne peut pas lutter contre.

J'étais habitué à me faire rabaisser, à ce qu'on me dise que je n'y arriverais pas. Ici j'ai trouvé beaucoup de valorisation.

J'étais quelqu'un de réservé donc ça m'a demandé au début de faire des efforts de communication. C'est la chose qui a pu être plus difficile au début.

Je crois que je me suis investi à Ville Simplement parce que je me suis senti utile. Avec l'aide aux devoirs par exemple.

J'ai aussi bien apprécié l'ambiance, la sympathie de tous les gens que j'ai vus. Tous les jeunes se connaissent de près ou de loin, on vient du même quartier, parfois on est voisins, sans s'être jamais parlé. Mais là, on a des liens très forts qui se sont tissés. J'ai l'impression de retrouver ce qu'il y avait sur le quartier quand j'étais petit et qu'on jouait ensemble. Mais après en grandissant les jeunes du quartier ne sortaient pas trop de chez eux, n'avaient plus d'activités.

Et puis tout ça a rassuré ma mère.

Il n'y a qu'elle et moi, je n'ai pas de frère et sœur.

Et elle s'inquiétait de mon parcours scolaire, et

s'est réjouie de voir que j'étais investi dans une association du quartier.

Je me sens juste plus heureux, parce que j'ai de vrais objectifs maintenant.

... et dans 5 ans



Je me vois dans le quartier toujours, au même endroit. Mais j'aurai évolué, je serai plus mature, plus grand et j'aurai de l'expérience. Je serai à la même place mais en mieux.

...et Guetteurs d'injustice, moi j'espère qu'ils se seront développés partout en France parce que d'autres jeunes en ont besoin.



Pouvez-vous nous raconter la genèse du projet Guetteurs d'injustice ?

« L'association Ville Simplement, à Rezé (périphérie de la Ville de Nantes) est orientée depuis 20 ans vers des actions contre les inégalités, en faveur du droit des enfants.

Le projet **Guetteurs d'injustices** est né avec des jeunes de 16-17 ans, dans le cadre d'un club qui existait au sein de l'association et se réunissait de temps en temps pour échanger. Ils ont souhaité répertorier les inégalités qu'ils subissaient et en ont fait un carnet. C'est à partir de là que Ville Simplement a développé le projet : un poste a pu être créé pour poursuivre cette volonté de travailler avec les jeunes du quartier sur la question des inégalités.

Le Jeu de l'Oie

Support créé et animé

par les Guetteurs d'injustice pour sensibiliser leurs pairs à la lutte contre les inégalités

Le projet s'est appuyé sur le réseau des jeunes déjà parties prenantes du club, puis de leurs cercles de connaissances à eux. Ils ont créé un « jeu de l'oie » qui a servi de support d'expression et de prise de conscience par les jeunes des inégalités auxquelles ils font face, et surtout des actions à leur portée pour les surmonter.

Par la suite, des locaux ont été mis à disposition par la Ville et des jeunes en service civique et en stage ont pu être embauchés pour faire vivre directement les actions de lutte contre les inégalités avec, pour et par les jeunes.

Vous êtes-vous inspirés d'un dispositif ou d'un modèle en particulier pour développer la participation des jeunes ?

L'association est historiquement inspirée de la JOC (Jeunesse ouvrière Chrétienne), mouvement inspiré lui-même de l'abbé Cardijn.

Une autre inspiration a été Paolo Freire, philosophe pédagogue, connu pour son mouvement d'alphabétisation militante auprès des adultes au Brésil, comme moyen d'expression et de lutte contre

l'oppression. Sa méthode était conçue pour impliquer au plus les bénéficiaires et en faire des acteurs, notamment par la prise de conscience qu'ils étaient dans un système injuste. Une autre inspiration dans le projet que nous développons, c'est Saul Alinsky (*community organizing*) notamment sur la façon dont on va s'appuyer sur des personnalités leader pour transmettre et mobiliser les autres.

Enfin, Pierre Bourdieu a été une vraie source de compréhension sur la question de la domination sociale et du déterminisme. Toutes ces références appartiennent à un cheminement collectif et très explicite au sein de l'association. Et c'était déjà expérimenté avant, car le fonctionnement de Ville Simplement a toujours été l'implication des bénévoles, mais cela a pris de l'ampleur avec le projet.

Sur les inégalités, il semble que ce soit surtout la question de l'accès à la formation ou à l'emploi que vous traitez. Mais les jeunes vous remontent-ils des inégalités d'un autre ordre auxquelles ils font face ?

Nous nous basons principalement sur ce que les jeunes remontent comme expérience, leurs



* Quelques références sur la participation

Abbé Cardijn
Paolo Freire
Pierre Bourdieu
Saul Alinsky

soucis du quotidien. Et ce qui revient c'est la question des stages, de l'orientation et souvent de l'expression. C'est-à-dire qu'ils ont parfois l'impression de n'être ni compris ni entendus, ou alors de ne pas réussir eux-mêmes à mettre des mots sur ce qu'ils ressentent.

Beaucoup de lycéens que nous rencontrons sont dans des voies qu'ils disent souvent difficiles et choisies par défaut, sur lesquelles ils ont du mal à trouver leur place ou des débouchés. Or les jeunes arrivent seulement à la conclusion qu'ils sont nuls. Ils sont imprégnés d'une forte fatalité.

A notre avis, il ne s'agit pas du problème. La situation dans laquelle ils sont résulte souvent du fait que tout le monde leur dit qu'ils n'y arriveront pas. Notre objectif est d'impliquer les jeunes dans un processus de conscientisation aux inégalités : prendre conscience que la situation dans laquelle ils sont est la conséquence d'inégalités sociales, d'un système social injuste.

Comment lutez-vous contre ces inégalités?

La base de notre travail c'est la bienveillance totale. Leur rappeler que s'ils ne trouvent pas un stage par exemple, c'est parce qu'ils ne disposent pas d'un réseau professionnel suffisamment étoffé, qu'ils n'ont pas les codes.

Alors face à un jeune qui a ces problématiques, nous cherchons à le remobiliser en lui donnant espoir, en agissant sur les causes des inégalités dont il prend conscience.

Toute l'année nous travaillons sur des problèmes d'accès aux stages, d'orientation professionnelle, de logement, de papiers administratifs.

Nous avons eu la chance cet été aussi grâce à un soutien financier, de pouvoir les mobiliser sur des activités plus légères et positives : aller à la mer, faire du vélo, etc. Ces loisirs là, on se dit que c'est pour tout le monde. Mais de nombreux jeunes ont fait cet été du kayak pour la première fois, découvert des parcs pourtant pas très éloignés de leurs lieux de vie, se sont dépassés en faisant une balade à vélo durant toute une journée...

Et lutter contre les inégalités c'est aussi ça : donner une place dans l'espace public et une visibilité à des jeunes qui ne prenaient pas cette place. Les habituer à investir ces lieux, des activités, et s'y sentir légitimes.

Profitez-vous de ce travail de terrain avec les jeunes, pour construire des actions de plaidoyer en faveur de l'égalité ?

La dimension plaidoyer et sensibilisation est inexistante chez nous mais les actions plaident d'elles-mêmes. Agir c'est redonner de l'espoir aux jeunes, qu'ils puissent devenir eux-mêmes des exemples pour les plus petits et pour leurs proches, et qu'ils soient en capacité de s'exprimer et faire entendre leurs revendications auprès des autres acteurs.

C'est aussi créer des espaces d'échange, comme un comité scientifique qui se réunit deux fois par an avec des collectivités, des acteurs du monde de l'entreprise, des chercheurs, etc. C'est déjà rendre possible le fait que les jeunes soient entendus et que les acteurs présents entendent ce qu'ils ne sauraient pas ailleurs.

Où sont les espaces des revendications que portent les jeunes?

Nous faisons en sorte que leurs attentes et leurs besoins existent dans l'espace public aussi : nous organisons des réunions d'un comité scientifique, des courriers, des rencontres avec les acteurs clés. Par exemple nous avons réalisé une action d'envoi de courriers de revendication pour obtenir des ordinateurs auprès du Conseil départemental, suite aux besoins ressentis durant le confinement.

Le rôle du Comité scientifique est principalement de réunir des gens différents de la métropole, des acteurs économiques, des entreprises, des élus... et des jeunes guetteurs

« Lutter contre les inégalités c'est aussi ça : donner une place dans l'espace public et une visibilité à des jeunes qui ne prenaient pas cette place »



« Tout cela a fonctionné parce que nous avons été face à des acteurs qui ont réagi (...) avec une grande souplesse de cadre. Par exemple, nous refusons dans l'association de travailler dans la logique institutionnelle de projet. »

d'injustices. C'est une sorte de socle de discussions et de grandes orientations, qui sert aussi d'appui et de valorisation de l'expérience des jeunes, et leur permet d'adresser et de prendre parole devant cet ensemble d'acteurs auxquels ils n'auraient pas accès sinon.

Ce qui est déjà très fort c'est de voir la prise de parole des jeunes qui y assistent. Et qu'ils soient écoutés. Et de voir parfois l'horizontalité des témoignages qui s'y jouent, les parallèles qui en ressortent entre un jeune bloqué dans ses activités et ses recherches de stages et un entrepreneur en mal d'embauche de l'autre côté.

Quels liens tissez-vous avec les « acteurs clés » ?

Nous assumons une démarche expérimentale au bénéfice des jeunes des quartiers. Nous ne prenons jamais la posture d'animateurs auprès d'eux. Nous voulons être une famille. Nous ne cherchons pas, du coup, à avoir de partenariats avec d'autres acteurs, notamment associatifs. Nous travaillons en revanche avec de nombreuses personnes et professionnels de la jeunesse qui acceptent de dépasser en quelque sorte le simple cadre de leur fonction. Cela donne des "partenariats concrets".

Nous avons de la chance par ailleurs de bénéficier de soutiens clairs de la part de la métropole et de l'Etat. Tout cela a fonctionné parce que nous avons été face à des acteurs institutionnels qui ont réagi différemment de d'habitude. Que ce soit le maire, la préfecture... ils ont montré une grande souplesse de cadre. Par exemple nous refusons dans l'association de travailler dans la logique institutionnelle de projet. Cette démarche plus ouverte est étonnamment acceptée pour le moment par nos partenaires.

Nous avons obtenu cette souplesse de cadre une fois, maintenant notre souci est que cela se répète dans le temps et crée un nouveau cadre de relation avec ces acteurs. C'est une façon d'avoir aussi un impact social pérenne sur les collectivités territoriales.

En ce qui concerne les autres acteurs, plutôt les entreprises auxquelles nous nous adressons pour les stages, dans l'idéal notre travail va consister à réussir à mobiliser autour de nous une trentaine d'entreprises du territoire pour les amener à accueillir les jeunes en stage comme des réelles ressources. Il s'agira demain d'aller voir la pérennité de la mobilisation et la richesse des échanges au sein du réseau qui se constitue.

Qu'est ce que ce projet vous a apporté ou demandé professionnellement en termes de méthodologie, de posture, de réflexions sur vos pratiques ?

J'ai un parcours en philosophie politique et éthique, un doctorat et une expérience professionnelle notamment avec l'observatoire des inégalités. J'avais autrefois tendance à « faire l'expert », à assumer et aimer cette posture. Ce qui a été délicat pour moi, c'était désormais d'assumer ce positionnement philosophique, sans écraser la parole des jeunes. Renoncer, ou en tout cas moins mettre sur un piédestal la théorie philosophique sur les inégalités, mais laisser de la place aux savoirs de l'expérience et du vécu. Ce n'est pas renoncer, mais plutôt commencer à voir l'aspect très complémentaire. J'ai arrêté de reprendre par exemple ce que disaient les jeunes, pour corriger ou reformuler ou conceptualiser. J'ai appris à écouter et entendre, sans relativiser mes connaissances mais en accordant beaucoup plus de valeur à la leur. Et j'ai réalisé à quel point ils en savent beaucoup plus que je ne pensais.

J'ai aussi appris à écrire différemment. J'ai réalisé qu'à l'observatoire nous pensions déjà rendre les savoirs vulgarisés et accessibles. Mais ici je réalise qu'il y a encore du chemin à faire pour y parvenir réellement. Donc aujourd'hui je rédige et je parle différemment aussi. C'est un apprentissage sur la communication. »

Participation & Pratiques professionnelles

**Propos recueillis le 22 septembre 2020
Par le Campus des solidarités**

Portrait de LAÛRE-ANNA GALEANDRO-DIAMANT



Découvrez le témoignage de Laure-Anna, étudiante en formation d'éducatrice spécialisée, présidente de l'association Bulles Solidaires, que nous avons interrogée sur son rapport à l'engagement féministe dans ses activités associatives et professionnelles..

S'engager

Du roller aux maraudes de rue, un parcours d'engagement précoce

« L'engagement est une de mes caractéristiques. Il a commencé quand j'avais 13/14 ans au sein de l'association de roller dont je faisais partie avec mes parents et mes frères. Je prenais des cours mais je donnais également de mon temps, je n'avais pas conscience à l'époque cela s'appelait du bénévolat, cela me semblait naturel.

Il y a trois ans, j'ai fondé Bulles Solidaires que je préside depuis. C'est une association qui collecte des produits d'hygiène corporelle et les distribue aux personnes qui en ont besoin.

Mais mon engagement est aussi au quotidien, et porter sur des sujets variés : le tri sélectif, la question du genre, ... »

Être une femme engagée, c'est pas si facile?

« Dans l'engagement, le fait d'être une femme n'est pas toujours un atout. Être jeune de plus, me pousse à devoir prouver régulièrement ma légitimité mais cela ne m'a jamais empêché d'avancer. Le fait que je sois une femme participe sans doute à mon engagement. L'éducation que j'ai reçue

genre & travail social

Le travail social, un domaine genré ?

« Bien sûr qu'il l'est et à plein d'endroits ! Il est déjà majoritairement féminin, surtout dans les fonctions de *care*. Et curieusement, les fonctions de directions sont davantage occupées par des hommes. Mais cela se joue ailleurs aussi : les études sociologiques montrent que lors de réunions d'équipe, ce sont les hommes qui monopolisent davantage la parole et sont plus écoutés. J'ai aussi le sentiment que nous, les femmes, nous avons tendance à nous auto-censurer ou à prendre la parole plutôt en fin de réunion.

Dans des fonctions de bénévolat et non de salariat, j'ai le sentiment que la différence hommes/femmes, en tout cas dans les associations avec lesquelles je suis en lien, est moins prégnante. Ça me fait dire que c'est peut-être aussi le système et la hiérarchie qui accentue ces différences. »

Comment agir en tant que professionnelle du travail social pour l'émancipation des femmes?

« J'essaie d'intervenir à plusieurs niveaux : en formation je tente d'instaurer une intervention sur le genre dans le travail social. Depuis 2 ans, nous nous réunissons régulièrement avec des collègues de promo pour parler des questions de genre. Ce groupe mixte nous permet de nous sentir moins seul.e.s face à cette question de l'égalité hommes – femmes. Mon mémoire porte sur l'impact du genre sur la construction identitaire des individu.e.s au sein de la société, cela me permet de continuer à alimenter ma réflexion sur le sujet. Dans ma pratique pro au quotidien, je ne manque pas de me saisir de mon accompagnement auprès des jeunes pour les sensibiliser sur la

Formation et expériences de Laure-Anna

Je suis en 3ème année de formation d'éducatrice spécialisée en alternance dans un lieu de vie et d'accueil qui dépend de la protection de l'enfance. Depuis mon entrée en formation j'ai travaillé dans 2 structures très différentes : une MECS (maison de l'enfance à caractère social) qui n'accueillait que des jeunes filles, et dans un Lieu de Vie et d'Accueil qui accueille uniquement des garçons âgés de 11 à 21 ans. Ce fonctionnement en structure atypique me va bien car j'y trouve une plus grande marge de manœuvre que dans des structures plus classiques où monter le moindre projet peut prendre beaucoup de temps. Dans le Lieu de Vie, à partir du moment où je respecte l'éthique et les valeurs, j'ai une grande liberté dans l'accompagnement que je propose. »

être féministe, c'est

« Vouloir changer les choses à son échelle »

« Je suis intéressée par ce sujet des inégalités entre femmes et hommes et mon travail et mes engagements associatifs me permettent de le travailler au quotidien.

Mais j'espère aussi réussir à avoir un impact positif sur l'émancipation des femmes et la place des hommes dans la société en général. Mes parents m'ont toujours dit que c'était important d'avoir un esprit critique, qu'il était possible de « râler » mais qu'avant cela, il fallait essayer de faire changer les choses à son échelle.

On doit prendre conscience que la question du genre n'est pas un débat, tout comme la lutte contre les inégalités ; ce sont des faits ! Les femmes subissent des inégalités et il faut aider à en prendre conscience.

Ce qui me semble dangereux, ce sont les certitudes. Il faut remettre en question nos certitudes. L'idée n'est pas que tout le monde devienne féministe mais d'essayer de changer le système et de permettre aux personnes de changer leurs pratiques. »

« Avant tout l'apanage des femmes , mais...»

Dans les faits, les femmes se sont levées les premières et on doit être plus légitimes que les hommes à parler et être entendues.

Cependant les hommes ont aussi des choses à gagner dans cette égalité : ça devrait être un combat pour tout le monde. Du fait de leur éducation, les hommes ne s'autorisent pas à livrer leurs émotions, pleurer, exercer le métier qu'ils souhaitent ou faire le sport qu'ils voudraient par peur du regard que la société pourrait porter sur eux. Ce combat est donc aussi une possible libération pour certains.

Si l'égalité sera plus facile à gagner avec les hommes, il faut quand même qu'ils ne s'approprient pas le combat des femmes. C'est aux femmes de s'exprimer d'abord. Les hommes peuvent agir au quotidien mais il n'est pas nécessaire qu'ils soient sous les projecteurs pour porter une parole qui est celle des femmes.

Je pense qu'il nous faut être des alliés.e.s sur cette question. Ne pas faire de l'ombre aux personnes concernées (ici les femmes), et écouter ce qu'elles ont à dire avec bienveillance. D'ailleurs c'est vrai dans d'autres luttes contre les discriminations et dans le travail social aussi et ce n'est pas suffisamment fait... y compris quand on accompagne une personne sur son projet.

« En pratique, une éducation et un exemple à diffuser »

« Je pense que c'est pour partie la responsabilité des femmes, qui, comme moi, osent prendre la parole que de la prendre et d'encourager les autres à la prendre aussi.

Mais c'est aussi de la responsabilité de toutes et tous, au travers de l'éducation donnée aux filles et aux garçons, au travers de la place qu'on prend dans une réunion de travail, dans notre sphère familiale aussi en réinterrogeant ses pratiques avec ses mère, sœurs, cousines... »

Propos recueillis le 6 septembre 2020
par le Campus des Solidarités

PORTRAIT de ARMELLE BILLARD

Découvrez l'interview d'Armelle Billard, Conseillère départementale déléguée à l'égalité femmes-hommes depuis 2015, au Conseil départemental d'Ille-et-Vilaine (35). Ce portrait nous livre l'expérience professionnelle et le regard personnel d'une femme au cœur des politiques territoriales. Politiques qui se veulent le reflet - encore imparfait - mais aussi le levier nécessaire des mutations récentes et profondes des consciences sur l'égalité des sexes dans notre société.



© Jérôme Sevrette

L'égalité au département Dans les politiques publiques ...comme dans la politique interne

Le plan d'action 2017-2021 : égalité & transversalité

Il a été décidé en 2015 de faire porter la délégation « égalité femmes - hommes » sur une seule personne afin d'insuffler cette question dans l'ensemble des compétences du département mais aussi dans les politiques internes. Il s'agissait d'affirmer très fort la place de l'égalité femmes - hommes, filles - garçons. Très souvent on se dit que l'égalité femmes - hommes, « ça va », que les femmes ont les mêmes droits que les hommes en France, qu'il n'y a quand même pas trop de problèmes. Et en réalité, on sait très bien que ce n'est pas le cas. Il s'agit donc de réaliser vraiment une transformation culturelle à la fois des agents du département qui conduisent nos politiques publiques mais également du citoyen lambda. En travaillant ici, au Département, sur la parentalité, la PMI, les collégiens, l'insertion, nous avons de nombreux moyens et les leviers pour faire évoluer ces mentalités.

Je suis donc pilote d'un plan d'action bâti sur une année via l'animation de chantiers transversaux à nos politiques. Ce plan comporte des actions phares, à la fois sur les politiques publiques, mais aussi sur les politiques internes. »

Et au sein du Département, quel plan pour quels constats?

Des métiers très genrés - « Les politiques sociale et médicosociale sont majoritairement mises en œuvre par des femmes alors que les travaux, la voirie, la technique sont majoritairement mises en œuvre par des hommes. Nous sommes là typiquement dans les stéréotypes que nous souhaitons déconstruire pour laisser sa chance à tout le monde de pouvoir exercer le métier qu'il souhaite, que l'on soit homme ou femme.

Le service des ressources humaines savait qu'il y avait là un chantier dont il fallait s'emparer, pour recruter des hommes dans des métiers plutôt féminins et vice versa. Mais quand on arrive à la question du recrutement c'est un peu compliqué car on est déjà un peu tard par rapport à la question de l'éducation. »

Des inégalités de salaires - « Les filières métiers ne sont pas du tout valorisées de la même façon et il existait des inégalités au niveau des salaires, les techniciens et ingénieurs des routes étant mieux payés que dans les filières sociale et médico-sociale. Il a donc fallu travailler de concert avec les ressources humaines pour repenser le système de façon plus égalitaire et arriver, dans le temps, à plus d'égalité salariale. »

Et du côté des élu.e.s politiques?

La parité... et après? « Bien sûr, vous pointez du doigt la limite de la parité, c'est-à-dire que dans les conseils municipaux on est en parité hommes – femmes depuis 2001 mais nous sommes 16 à 17% de femmes Maires. »

Des délégations genrées « C'est vrai que la représentation des mandats est assez « caricaturale » mais finalement ce n'est pas si grave que des femmes s'occupent de la petite enfance et les hommes des routes si les compétences sont là. Le plus grave c'est surtout de valoriser davantage les finances plutôt que la petite enfance, d'y donner plus de valeur. Ça c'est injuste ! La question à se poser est aussi celle de l'éducation pour que les femmes deviennent expertes dans les finances et les hommes dans la petite enfance... »

Nous étions et sommes encore formées comme ça... les compétences sont là où nous avons été formées. Il faut du temps pour que l'on prenne des compétences moins genrées mais là on revient à la question de l'éducation et des stéréotypes que l'on a dès la petite enfance... Les élus doivent aussi travailler la cause. »

« Les femmes sont beaucoup plus entendues aujourd'hui dans les instances, notamment depuis le mouvement Me Too, il y a eu une véritable libération de la parole. Un plus grand respect aussi, moins de gestes et de paroles sexistes, moins de « blagounettes » insupportables dans les coulirs, partout. Même les hommes ont été apaisés je crois parce que c'était souvent de la surenchère, si on ne rait pas à une blague salace on n'était pas un mec... et il y a plein d'hommes qui ne se retrouvent pas dans ce stéréotype-là non plus... Donc tout ça s'est apaisé, cela sème plus de respect et nous sommes écoutées comme les autres. »

Les instances politiques à l'ère post #MeToo

Une culture de l'égalité à diffuser en interne- « Le Département travaille aussi sur la culture générale de l'égalité de traitement des femmes et du respect entre les hommes et les femmes. Comme dans toute la société, nous nous sommes dit qu'il devait sans doute y avoir des problématiques : soit de harcèlement, de management incorrect, ou de paroles sexistes... Il s'agit de faire prendre conscience du mal que peuvent faire des propos sexistes trop banalisés qui nous enferment, nous les femmes, dans notre rôle d'objet sexuel. Les services de la communication interne et du management ont travaillé pour essayer de faire tomber les tabous et faire se libérer la parole des femmes. »

L'égalité à porter dans la relation aux publics - « Par ailleurs, les agents sont en contact avec le public et évoluent dans des métiers qui peuvent, soit déconstruire, soit renforcer les stéréotypes de genres en fonction de la façon dont les agents sont éduqués à ces questions d'égalité femmes-hommes. Cette égalité est une chose qui s'apprend, nous avons tous en nous des stéréotypes de genre qui nous empêchent de voir les inégalités. Les agents y sont sensibilisés. »

De l'accord de principe, aux changements de pratiques

S'adresser au citoyen d'abord - « En interne, il a fallu réaliser de nombreuses interventions pour porter le propos au niveau politique et directement auprès des agents. Certains cadres se sont emparés du sujet immédiatement, pour d'autres il a fallu un peu plus de temps. »

En fait, tout le monde est d'accord sur le principe de l'égalité des chances, la difficulté est plutôt de faire changer les pratiques. C'est en s'adressant aux agents en tant que citoyens et non pas en tant que salariés que nous faisons évoluer les schémas de pensée même si cela bouscule un peu parce que l'on va au cœur même de la culture des personnes. Mais en commençant par intégrer des constats en tant que citoyen, il est plus simple ensuite de les transposer dans son travail. Le tout est de ne pas brusquer les choses pour faire évoluer les pratiques. »

Les femmes, des alliées pour l'égalité ? « D'ailleurs, les femmes ne sont pas toujours moteur dans notre combat parce qu'elles vont-elles même se sentir mises à mal dans un schéma dans lequel elles fonctionnent très bien. Et si on leur dit « Trouvez-vous normal que les femmes passent trois heures et demie par jour aux tâches ménagères ? », elles vont trouver des excuses et ne pas voir où est le problème. Mais le problème c'est que les hommes vont avoir plus de temps, pour réseauter par exemple, et donc leur carrière va pouvoir avancer plus vite... Là encore, il s'agit d'une sensibilisation à cette culture qui est un vrai sujet de société. »

Porter l'égalité en politique...

De l'inégalité ordinaire et « indolore »...

« Je n'ai jamais vraiment été militante, je n'ai jamais adhéré à un mouvement féministe. J'ai été sensibilisée aux inégalités quand j'étais ado avec ma grande sœur qui était au lycée dans les années 70, lorsque tous les grands combats féministes se menaient. Elle a sans doute semé les graines de cette conscience des inégalités.

Je n'ai jamais souffert d'une inégalité consciente pendant mon enfance ou mes études. Je n'ai jamais senti véritablement d'obstacles dans mon parcours du fait d'être une femme. Mais quand je reviens en arrière, c'est vrai que j'ai été élevée comme une bonne élève, j'étais le stéréotype de la petite fille sage, douce, et disciplinée mais pour moi c'était une bonne éducation. Nous étions trois sœurs à la maison et à part quand on se comparait à nos 5 cousins qui ne faisaient rien à la maison, nous n'éprouvions pas de sentiment d'injustice ! »

...à une prise de conscience et un portage politique

« C'est quand j'ai commencé à être cadre que les choses ont été différentes... un directeur général qui me demande d'aller faire le café alors que c'était moi qui étais responsable de la conférence de presse qui allait se tenir... aujourd'hui je réagis sans doute différemment. Oui, j'ai subi du sexisme ordinaire de façon flagrante sans m'en rendre compte. Mais j'étais dans cette « capsule » où on se dit qu'il faut avancer et on met un peu sous le tapis ces injustices.

La révolte a été plus consciente lorsque j'ai quitté mon poste : mon remplaçant a été payé 30% de plus que moi ! sans doute parce que c'était un grand mec baraqué qui avait un costard et venait de l'étranger. Là j'ai dit qu'il y avait un problème.

Politiquement, depuis 2001 ces sujets m'ont de plus en plus intéressée et j'ai décidé de les prendre à bras le corps depuis 2015. J'ai été extrêmement bien accueillie par mes collègues de la Ville et de la Région qui étaient déjà très bien entourées, sensibilisées à ces questions des inégalités. Elles ont été un peu mes mentors sur l'égalité. »

Être féministe, compatible avec la fonction ?

« Être féministe en fait, est un état d'esprit, on peut le vivre de différentes façons, qu'on soit un homme ou une femme, et heureusement qu'il y a des politiques féministes, sinon on ne ferait pas avancer les choses.

Être féministe pour moi, c'est avant tout souhaiter que la moitié de l'humanité ait les mêmes droits que la moitié restante, et des droits réels et ce, partout dans le monde.

Je porte cette valeur haut et fort. Il faut des hommes et des femmes qui fassent aboutir les politiques afin que les lois embarquent l'ensemble de la population et fassent changer les choses. »

Propos recueillis le 1er oct. 2020
par le Campus des solidairités

...et en personne.